



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique fiscale et dépenses publiques

Question au Gouvernement n° 1859

Texte de la question

POLITIQUE FISCALE ET DÉPENSES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Pierre Cordier.

M. Pierre Cordier. Monsieur le Premier ministre, après deux ans à Matignon, vous semblez découvrir l'exaspération fiscale de nos concitoyens.

Pourtant, chaque semaine, nous dénonçons dans cet hémicycle le matraquage fiscal que vous faites subir à nos compatriotes :...

M. Maxime Minot. Eh oui, on l'avait dit !

M. Pierre Cordier. ...hausse de la CSG, hausse des taxes sur les carburants, désindexation des pensions et allocations familiales, augmentation des prix de l'électricité.

Alors oui, vous voulez supprimer la taxe d'habitation, mais, au bout du compte, il faudra bien que le contribuable paie, d'une manière ou d'une autre.

M. Thibault Bazin. Tout à fait !

M. Pierre Cordier. Il est absolument ahurissant de vous entendre regretter qu'il y ait trop d'impôts alors que vous les avez augmentés de quelque 4,5 milliards d'euros en 2018 ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Depuis deux ans, nous sommes les champions d'Europe des prélèvements obligatoires. C'est un record dont nous nous passerions bien.

M. Erwan Balanant. Ils avaient augmenté de 30 % sous Sarkozy !

M. Pierre Cordier. Votre ministre Darmanin trompe les Français quand il dit dans la presse : « Nous allons continuer à baisser les impôts ». Vous avez rejeté jeudi dernier notre proposition de loi qui visait justement à baisser les impôts et les dépenses publiques. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*)

M. Jean-René Cazeneuve. C'est faux !

M. Pierre Cordier. Vous-même, monsieur le Premier ministre, après vos belles annonces, visant prétendument à baisser les taxes, vous envoyez ce soir votre ministre des finances défendre dans cet hémicycle une hausse

de 1,7 milliard d'euros de l'impôt sur les sociétés. Les entrepreneurs apprécieront.

Enfin, monsieur le Premier ministre, nous sommes nombreux, sur ces bancs, à déplorer qu'hier, vous n'ayez pas eu un seul mot pour les retraités, que vous matraquez pourtant depuis un an. En réalité, vous vous moquez des Français. Vous pensez qu'ils ont la mémoire courte, mais ils s'en souviendront !

Ne nous faites pas le coup de l'héritage des trente dernières années, car cela fait deux ans que vous êtes au pouvoir. Vous ne parvenez pas à répondre aux attentes fortes et légitimes de nos concitoyens.

M. Didier Le Gac et M. Sylvain Maillard . Si !

M. Pierre Cordier. Dans une heure, vous allez nous faire un grand discours sur le grand débat. À quand les grandes décisions pour la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur le député, la démagogie ne fait pas une politique, pas plus que l'incohérence. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM - Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. La trahison, non plus !

M. Fabien Di Filippo. Balayez devant votre porte !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État . Vous avez évoqué la proposition de loi que votre groupe a présentée la semaine passée, qui ne prévoyait pas moins de 18 milliards d'euros de dépenses nouvelles, principalement au bénéfice des plus riches, avec des mesures qui profitaient aux 10 % de ménages les plus riches.

M. Pierre Cordier. C'est faux !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État . Comment comptiez-vous financer ces mesures ? Avec des économies que vous nous avez déjà présentées en novembre, pour financer d'autres pistes de dépenses. Parce que vous n'êtes pas à une incohérence près, vous recyclez les économies que vous nous proposez, plutôt que de présenter un programme véritablement sérieux.

Monsieur le député, vous nous parlez de matraquage. Vous avez fait campagne pour François Fillon...

M. Pierre Cordier. Non, pour Alain Juppé !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'Étatqui proposait d'augmenter la TVA de 2 % : deux points de plus ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM – Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Éric Straumann. Et vous, pour qui faisiez-vous campagne ?

M. Fabien Di Filippo. Vous avez soutenu Benoît Hamon !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État . Vous nous dites à longueur de semaine qu'il faut baisser les impôts, mais vous proposez des dépenses publiques supplémentaires.

M. Fabien Di Filippo. Est-ce que Hamon voulait baisser les impôts ?

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . Dans le débat sur cette même proposition de loi, la semaine dernière, vous avez proposé que les fonctionnaires travaillent 39 heures au lieu de 35. Cela coûte 30 milliards d'euros.

Monsieur le député, au fil de vos expressions, vous empilez les dépenses et les économies. Vous ne faites rien de véritable, sauf de faire croire aux Français que vous auriez des solutions. En réalité, vous n'en avez aucune, sinon de reproduire les erreurs que vous avez commises dans le passé. (*Mêmes mouvements.*)

M. Pierre Cordier. Socialiste ! Il y a eu cinq ans de Hollande entre les deux !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . Nous, nous comptons sur la majorité et sur les propositions des Français, pour faire en sorte que les années qui viennent soient en faveur du pouvoir d'achat des Français, des années d'allègement de la pression fiscale car, Gérald Darmanin l'a rappelé, et il a raison, nous continuerons à baisser les impôts.

M. Éric Straumann. Hollandiste !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . Nous continuerons à les baisser raisonnablement, plutôt que de proposer l'incohérence et la démagogie, qui vous caractérisent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. Mes chers collègues, je vous demanderai d'écouter dans le calme les questions comme les réponses. Il ne sert à rien de poser des questions pour vociférer lors des réponses.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cordier](#)

Circonscription : Ardennes (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1859

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 avril 2019](#)